

STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DÉFIS SÉCURITAIRES LIÉS À LA MIGRATION DES ENFANTS MALIENS DANS LA RÉGION DE KORHOGO EN CÔTE D'IVOIRE.

Mamadou DIARRASSOUBA

Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire) /
bassouradia@gmail.com

Résumé

Le phénomène des enfants migrants vers les plantations d'anacarde dans les localités de la région de Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire prend de l'ampleur et une certaine tournure. Toutefois, la présence de ces enfants migrants dans certaines localités est perçue comme une menace sécuritaire pour les communautés d'accueil. Le problème posé à élucider est le défi sécuritaire occasionné par les conflits intercommunautaires survenus entre les enfants migrants et les communautés d'accueil. Dès lors, quelle est la stratégie de communication sociale à mettre en œuvre pour sensibiliser les populations afin de prévenir des conflits intercommunautaires ? L'objectif de la présente étude est de proposer une stratégie de communication sociale selon le modèle de l'EICDARM axé sur le changement de comportement en vue de prévenir les conflits intercommunautaires. Du point de vue méthodologique cette approche se confond dans la pratique aux différentes étapes du changement de comportement. Les résultats obtenus indiquent que les communautés d'accueil épousent de plus en plus un sentiment d'insécurité face à la présence des enfants migrants maliens qu'ils soupçonnent de collaborer avec des groupements djihadistes. Face à cette situation, il importe de mettre en place une stratégie de communication pour sensibiliser et prévenir les conflits intercommunautaires.

Mots clés : migration transfrontalière, enfants maliens, plantations d'anacarde, défi sécuritaire, stratégie de communication

Abstract

The phenomenon of children migrating to cashew nut plantations in the Korhogo region of northern Côte d'Ivoire is growing and taking on a

new dimension. However, the presence of these migrant children in certain localities is perceived as a security threat for the host communities. The problem to be solved is the security challenge posed by intercommunity conflicts between migrant children and the host communities. So what social communication strategy should be implemented to raise awareness among the population in order to prevent inter-community conflicts? The aim of this study is to propose a social communication strategy based on the EICDARM model, focusing on behaviour change with a view to preventing inter-community conflict. From a methodological point of view, this approach is similar in practice to the various behaviour change approaches. The results obtained indicate that the host communities are increasingly feeling insecure about the presence of Malian migrant children, whom they suspect of collaborating with jihadist groups. Faced with this situation, it is important to put in place a communication strategy to raise awareness and prevent inter-community conflicts.

Key words : cross-border migration, Malian children, cashew nut plantations, security challenge, communication strategy

Introduction

La migration transfrontalière relative au travail des enfants dans le secteur de l'agriculture est un phénomène qui prend de l'ampleur dans le monde. Sur une population mondiale de 218 millions d'enfants qui participent à ce que l'on appelle le travail des enfants, 70% soit plus de 132 millions d'enfants travaillent dans l'agriculture (OIT, 2016, p.7). En Afrique l'on peut dénombrer 13 millions d'enfants qui sont astreints au travail dans le secteur de l'agriculture et qui fait partie des trois activités les plus dangereuses (ADRD, 2018, p.21).

En Côte d'Ivoire, selon l'Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et du Travail des Enfants (ENSETTE, 2018, p.19), 1 424 996 enfants âgés de 5 à 17 ans sont concernés par le travail des enfants à abolir et 37, 8% sont impliqués dans un travail dangereux. Toutefois, les enfants qui travaillent dans le cadre familial majoritairement en qualité d'aides

familiaux représentent 64,3%. Le reste des enfants travaillant dans le secteur de l'agriculture sont issus de la migration transfrontalière juvénile.

L'État de Côte d'Ivoire a fait de la lutte contre le travail des enfants dans les activités agricoles une priorité dans tous ses programmes de développement. Au regard de son engagement, des résultats satisfaisants comme le démantèlement formel de réseaux de trafic d'enfants étrangers par une cellule spécialisée ont été obtenus dans le domaine de la cacao culture où l'on a constaté une régression du phénomène. En effet, la loi N° 2010-272 du 30 Septembre 2010 dispose que la traite et les pires formes de travail des enfants sont interdits. Est considéré comme « enfant » tout être humain âgé de moins de 18 ans révolus. Ainsi, le travail des enfants est la participation de personnes mineures à des activités à finalité économique (CNS, 2021, p.8).

Selon les données de l'OIT plus de 40% des enfants en provenance du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Ghana, du Togo et du Bénin émigrent pour travailler dans les plantations en Côte d'Ivoire et au Nigéria. En effet, par des réseaux de trafic transfrontalier de nombreux enfants se retrouvent en dehors de leur pays d'origine pour aller exercer des travaux champêtres au risque de leur avenir (OIT, 2018, p.17). De ce fait, il existe de nombreux agriculteurs ivoiriens qui emploient ces enfants en tant que travailleurs saisonniers pour un salaire.

Cette dernière décennie a vu l'émergence de la culture de l'anacarde dans la partie septentrionale de la Côte d'Ivoire. De ce fait, le phénomène touche particulièrement la région de Korhogo où la culture cotonnière constituait la principale ressource économique des paysans. En outre, l'essor de la technique de la culture attelée s'appuie pour l'instant sur une main-d'œuvre agricole infantile familiale au détriment même de la scolarisation (A. Kouamé, 202, p. 32). Ce qui crée la forte demande en main-d'œuvre agricole notamment pour les activités de récolte des noix d'anacarde, d'où le recours aux enfants migrants saisonniers. Or l'intensification de la lutte contre le travail des enfants dans les plantations de cacao en zone sud a amené les instigateurs de ce trafic d'enfants à

changer de destination. Désormais les enfants migrants affluent vers les plantations d'anacarde dans la zone nord du pays.

Dans un contexte de criminalité transfrontalière, notamment les infiltrations de quelques individus issus de groupements terroristes commettant des vols de motos et des crimes sur certaines populations des villages frontaliers, le trafic des enfants migrants s'est érigé en défi majeur pour les populations hôtes. En effet, au-delà de la question du travail des enfants migrants, ce phénomène est devenu un véritable défi sécuritaire pour les communautés d'accueil en raison de la résurgence de conflits intercommunautaires entre autres celui opposant les éleveurs peuls transhumants aux agriculteurs locaux, enregistrés dans certaines localités de la région de Korhogo.

La présente recherche envisage d'élucider le problème du travail des enfants migrants maliens en tant que préoccupation majeure de sécurité pour les communautés d'accueil de la région nord de Korhogo. En d'autres termes, elle part de la question suivante : quelle est la stratégie de communication à mettre en œuvre pour la prévention des conflits intercommunautaires favorisés par le contexte de la criminalité transfrontalière ? L'objectif de cette recherche est de proposer une campagne de communication sociale en vue de sensibiliser les communautés en présence sur des affrontements entre communautés enregistrés ces derniers temps dans la région de Korhogo.

Cette étude s'articule autour de trois parties : la première est consacrée à l'approche méthodologique et la deuxième est relative aux résultats et discussion. Quant à la troisième partie, elle est consacrée à la campagne de communication sociale convoquée.

1. Approche méthodologique

1.1 Cadrage théorique

Le recours à la théorie interactionniste de E. Goffman (1988, p 3) s'inscrit dans le courant de pensée interactionniste et participatif qui interprète les phénomènes de la société comme étant le produit des interactions des acteurs sociaux. De ce fait, l'approche interactionniste de Erving Goffman analyse l'ensemble des relations qu'entretiennent toutes

les parties prenantes impliquées de près ou de loin dans les faits de dysfonctionnement. En d'autres termes, au lieu de s'intéresser aux individus, il paraît plus approprié de s'intéresser aux interactions provoquées par l'action de chacun d'eux à l'égard des choses en fonction du sens qu'il attribue à ces choses. Le phénomène du travail des enfants migrants dans les plantations d'anacarde de la région de Korhogo implique plusieurs acteurs entre autres, les enfants migrants, les agriculteurs qui emploient cette main-d'œuvre, les communautés d'accueil, les autorités administratives et politiques locales et les instigateurs du trafic des enfants. Ce qui importe de retenir ici ce sont les interactions qui impactent ces différents acteurs et non l'action de chacun d'eux. En effet, l'influence des actions des uns sur les autres, implique une approche holistique pour cerner la question sécuritaire née du phénomène transfrontalier qui est source de conflits intercommunautaires. Ce qui implique le recours à la théorie de la communication sociale axée sur le modèle de l'EICDARM⁴³ (IRESCO, 2015, p.15) en tant qu'approche de la communication pour un changement de comportement.

Cette approche communicationnelle repose sur l'adhésion, l'appropriation et la participation de l'ensemble de la communauté au processus de changement de comportement. Il s'agit de recourir à ce modèle afin de sensibiliser les différents acteurs impliqués dans le phénomène du travail des enfants migrants sur les facteurs enclenchant les conflits intercommunautaires. L'objectif visé ici est d'amener les différents acteurs qui entretiennent ce phénomène à adhérer, et à participer au processus de changement de comportement afin de ramener la cohésion sociale au sein des communautés rurales impactées.

1.2 Matériels et méthodes

1.2.1 Zone d'étude

Cette étude a eu pour champ d'investigation la région de Korhogo située au nord de la Côte d'Ivoire non loin des frontières du Mali et du

⁴³ EICDARM : Entendre, Informer, Convaincre, Décider, Approuver, Reconfirmer et maintenir

Burkina Faso. La ville de Korhogo en tant que chef-lieu de région est située à 633 Km de la ville d'Abidjan, la capitale économique du pays.

Les localités de Guiémbé et de Komborodougou sont deux sous-préfectures du département de Korhogo où ont eu lieu des affrontements entre enfants migrants maliens et les communautés d'accueil. En effet, les enfants migrants maliens ont fait l'objet d'agression physique par un groupe de jeunes des communautés d'accueil sous prétexte qu'ils seraient complices des voleurs de motos dans leur localité. Dès lors, le choix s'est porté sur ces deux localités du département de Korhogo afin de mener nos enquêtes relatives à ces conflits intercommunautaires.

1.2.2 Méthode

La méthodologie utilisée pour élucider notre problème combine à la fois les approches quantitatives et qualitatives. L'objectif de cette double approche est de capitaliser chacune d'elle pour une meilleure analyse de la problématique des conflits intercommunautaires entre enfants migrants maliens et communautés d'accueil.

1.2.3 Matériels

Les enquêtes quantitatives et qualitatives ont eu lieu dans la période du 7 au 17 novembre 2023 dans les localités de Guiémbé et Komborodougou.

En ce qui concerne l'approche quantitative, notre population cible est de 100 enfants (base de sondage de 120 enfants) de 12 à 17 ans répartis de la manière suivante : 50 enfants migrants maliens et 50 enfants des communautés d'accueil. Sur la base d'un échantillon aléatoire simple, l'on a procédé à un tirage aléatoire d'une population d'enquête de 100 enfants (cibles) à partir d'une table des nombres au hasard. Pour ce qui est de l'approche qualitative : sur la base d'une enquête inclusive, 38 personnes ont fait l'objet d'entretiens individuels semi-structurés. Des entretiens individuels semi-directifs ont été administrés d'abord à 30 agriculteurs d'anacarde employant des enfants migrants maliens, ensuite à 02 Sous-préfets ainsi qu'à 02 leaders communautaires. Enfin, nous avons eu des entretiens individuels semi-structurés avec 02 présidents des jeunes et 02

présidentes des femmes. Au total, nous avons réalisé 38 entretiens individuels semi-directifs à des cibles identifiées à cet effet.

Le traitement des données quantitatives s'est fait à partir de la conception d'un masque de saisie du logiciel SPHINX version 5. Quant aux données qualitatives, elles ont été traitées à partir du logiciel IRAMUTEQ 0.6 alpha version 0.1 pour une analyse aussi bien cognitive que thématique. Cette analyse a permis de dégager les fréquences d'apparition des mots clés dans la dimension convenue. Toutefois, les dimensions qui ont été choisies au moins une fois par plus de 50% des répondants ont été retenues.

La répartition des cibles selon le type de collecte, le nombre et l'effectif est synthétisée à travers le tableau suivant :

Tableau I : type de collecte de données par groupe cible

Type de cibles	Type de collecte de données	Nombre	Effectif (cibles)
Cibles primaires			
Enfants de 12 à 17 des communautés d'accueil	Enquête par questionnaire	50	50
Enfants migrants maliens de 12 à 17 ans	Enquête par questionnaire	50	50
Cibles secondaires			
Agriculteurs d'anacarde employant des enfants	Entretien individuel semi-directif	30	30
Sous-préfets	Entretien individuel semi-directif	02	02
Leaders communautaires	Entretien individuel semi-directif	02	02
Présidents des jeunes issus des communautés d'accueil	Entretien individuel semi-directif	02	02
Présidentes des femmes issues des communautés d'accueil	Entretien individuel semi-directif	02	02
Total		138	138

Source : données de notre enquête, 2023

2. Résultats et discussion

2.1 Résultats

Les résultats issus de cette recherche sont présentés selon les rubriques élaborées au niveau des outils de collecte utilisés

2.1.1 Caractéristiques sociodémographiques

Le profil socio démographique de notre population cible présente quelques disparités. En ce qui concerne la répartition selon le sexe, les données recueillies présentent les caractéristiques suivantes : au niveau des enfants de 12 à 17 ans des communautés d'accueil, il ressort que l'on enregistre une proportion de 70% pour les garçons contre 30% pour les filles. Pour ce qui est des enfants de 12 à 17 ans migrants maliens, l'on enregistre une proportion de 90% de garçons contre 10% de filles. Au regard des données présentées dans le tableau ci-dessous, l'on peut relever que les enfants de toutes catégories confondues sont en majorité de sexe masculin. La faible proportion des filles (10%) au niveau des enfants migrants résulterait du fait que les jeunes filles s'orientent plus vers les activités domestiques en milieu urbain que vers les travaux agricoles du milieu rural. Comme l'illustrent si bien les propos de cet agriculteur d'anacarde qui emploie des enfants migrants (C.A) : « les jeunes filles ne sont pas beaucoup parmi les enfants qui travaillent chez nous. Elles trouvent que notre travail est difficile donc elles préfèrent travailler comme servante en ville ».

Tableau II : répartition des répondants selon le sexe

Cibles primaires	Sexe				Total
	M		F		
	N	%	N	%	
Enfants de 12 à 17 ans des communautés d'accueil	N	%	N	%	
	35	70%	15	30%	50
Enfants de 12 à 17 ans migrants maliens	45	90%	5	10%	50
Total	80	80%	20	20%	100

Source : données de notre enquête, 2023

L'une des caractéristiques qui déterminent également le profil sociodémographique des répondants est le niveau d'étude. Les données du

tableau ci-dessous amènent à faire une analyse par sexe et par niveau d’instruction. Au niveau des filles, l’on peut relever une proportion de 75% n’ayant aucun niveau d’instruction contre 15% pour le niveau primaire. En ce qui concerne les garçons, 87% de ceux-ci n’ont aucun niveau d’instruction contre 13% pour le primaire. Toutefois, aucun enfant enquêté n’a le niveau secondaire ni supérieur. Aussi bien au niveau des filles que des garçons, la proportion des enfants non scolarisés est la plus élevée soit 85%. C’est d’ailleurs pour cela que le Sous-préfet de Guiémbé indique que : « la population d’enfants migrants est essentiellement rurale ce qui explique qu’elle n’est pas scolarisée. Ce trafic se fait essentiellement à partir des zones rurales ».

Les jeunes filles issues des communautés d’accueil sont en majorité non scolarisés car n’ayant pas été scolarité. En effet, la scolarisation de la jeune fille en milieu rural est encore une réalité dans de nombreuses zones agricoles malgré la sensibilisation initiée par l’État sur le phénomène.

Tableau III : répartition de la cible primaire selon le niveau d’étude

Cible primaire	Niveau d'étude								Total
	Aucun		Primaire		Secondaire		Supérieur		
Filles	15	75%	5	15%	-	%	-	-	20
Garçons	70	87%	10	13%	-	%	-	-	80
Total	85	85%	15	15%	-	%	-	-	100

Source : données d’enquête, 2023

À la suite du profil sociodémographique des répondants, il convient de porter la réflexion sur les sources de conflits intercommunautaires qui opposent les enfants migrants aux communautés d’accueil.

2.1.2 Sources de conflits intercommunautaires

Le contexte de criminalité transfrontalière avec la menace de groupements terroristes aux frontières nord de la Côte d’Ivoire (2022), a donné une autre tournure au phénomène du travail des enfants migrants dans les plantations d’anacarde de la région de Korhogo au nord de la Côte d’Ivoire. Le travail des enfants dans les plantations agricoles qui était un phénomène socioéconomique est en train de prendre une allure de défis sécuritaires en raison des conflits intercommunautaires enregistrés au cours de l’année 2024 dans les localités frontalières au nord du pays. Dans

ces deux localités où vit une forte communauté d'enfants migrants maliens, les rapports sociaux avec les jeunes des communautés d'accueil ont été altérés en raison des nombreux griefs évoqués. Il s'agit entre autres, des agressions physiques de jeunes filles, des vols de motos, des vols de bétails qui seraient le fait des enfants migrants maliens. La recrudescence des vols de motos au niveau de ces deux localités est l'élément catalyseur qui exacerbe les affrontements entre jeunes migrants maliens et ceux des communautés d'accueil. Dès lors, les conflits communautaires enregistrés dans les localités de Guiémbé et Komborodougou impliquant les enfants migrants maliens et ceux des communautés d'accueil sonnent comme une sorte d'alerte aux pouvoirs publics sur un phénomène en pleine mutation.

Au regard des données du tableau ci-dessous, il ressort que les enfants des communautés d'accueil ont indiqué comme principal motif de conflits intercommunautaires impliquant les enfants migrants, le soupçon de collaboration avec des groupements djihadistes. En effet, il est reproché à certains enfants migrants d'être de connivence avec des groupements terroristes en vue d'attaquer leur localité. La majorité des répondants soit 50% ont indiqué comme principale source de conflits, le soupçon de collaboration avec des groupements djihadistes. En outre, 30% des enfants des communautés d'accueil ont indiqué comme source de conflits intercommunautaires, le vol de motos. La récurrence des vols de motos enregistrés dans la région est considérée comme le fait des enfants migrants. À cela il faut souligner comme autre motif de conflits intercommunautaires, le vol et les agressions physiques dans le milieu rural. En effet, une proportion de 20% des enfants des communautés d'accueil a cité le vol et les agressions physiques comme sources de conflits intercommunautaires. Si la majorité des répondants a indiqué comme principal motif de conflits intercommunautaires, le soupçon de collaboration avec des groupements djihadistes, force est de constater que cette opinion s'est enracinée dans les esprits et les comportements des communautés d'accueil. C'est à juste titre que le Sous-préfet de Komborodougou affirme ceci :

Depuis que l'on a enregistré le phénomène du terrorisme dans les pays frontaliers de notre région, ces enfants migrants maliens ne sont plus les plus les bienvenus ici. Ils sont soupçonnés d'être de connivence avec certains de ces groupements afin de perpétrer des actes criminels.

Dans cette même optique, le Président des jeunes (S.F) de Guiémbé déclare que :

Les récents affrontements qui ont eu lieu dans la localité de Giémbé sont partis du fait que nos enfants ont aperçu un soir des individus vêtus de manière étrange en compagnie de certains enfants migrants maliens. C'est comme ça que l'alerte a été donnée afin de capturer et molester ces individus-là.

De plus, la recrudescence du vol de motos dans ces différentes localités est devenue un facteur confligène entre enfants migrants et communautés d'accueil. Les propos d'un leader communautaire (Y.K) interrogé à Komborodougou corroborent cette opinion : « depuis que ces enfants migrants sont arrivés ici, le vol de motos a augmenté. On nous dit que ces enfants les volent pour les revendre aux djihadistes à la frontière du Mali ».

Tableau IV : répartition des cibles selon les motifs de conflits intercommunautaires

Cible primaire	Motifs de conflits intercommunautaires						Total
	Soupçon de collaboration avec des groupements djihadistes		Vols de motos		Vols et agressions physiques		
	N	%	N	%	N	%	
Enfants de 12 à 17 ans des communautés d'accueil	25	50%	15	30%	10	20%	50
Total	25	50%	15	30%	10	20%	50

Source : données de notre enquête, 2023

Au niveau des enfants migrants, les enquêtes ont révélé que les motifs de conflits intercommunautaires sont perçus autrement. En effet, les répondants ont indiqué en majorité soit 60% que les motifs de conflits

les opposant aux communautés d'accueil sont liés essentiellement aux vols de motos. Une proportion de 30% des répondants a évoqué le motif de soupçon de collaboration des enfants migrants maliens avec les groupements djihadistes. Quant aux vols et agressions physiques, seulement 10% des répondants ont mentionné ce motif. Toutefois, les discussions tenues avec les répondants sur ces motifs de conflits intercommunautaires révèlent que certains enfants migrants maliens déclarent ne pas se reconnaître dans ces accusations. Pour d'autres, ces accusations portées sur eux peuvent se justifier dans la mesure où certains compatriotes maliens ont effectivement fait l'objet de vols de motos, ce qui jette l'anathème sur tout le groupe.

Cette assertion qui reconnaît qu'un vol commis par un migrant malien ne saurait incriminer tout le groupe est renchérie par les propos de la Présidente des femmes (S.A) de Komborodougou en ces termes : « Tous les enfants migrants d'ici ne sont pas des voleurs, il y en a qui font leur travail sans problème, mais il faut reconnaître que d'autres ont été pris en train de voler. C'est un grain pourri d'arachide qui contamine tout le sac ». Ces enfants migrants saisonniers dans leur majorité n'ont pas réussi leur intégration au sein des familles d'accueil certainement en raison de la durée de leur séjour qui n'excède pas les trois mois. En effet, la récolte des noix de cajou marque la fin des travaux agricoles dans les plantations d'anacarde et après la vente des produits les enfants migrants sont rémunérés par leur employeur. À partir de ce moment, la majorité de ces enfants migrants organisent en accord avec les instigateurs de ce trafic, leur retour dans leur pays d'origine. Comme le fait remarquer le Sous-préfet de Guiémbé : « Ce phénomène des enfants migrants saisonniers est difficile à cerner. Nombreux sont ceux qui ne sont pas de bonne moralité et sont auteurs de vols de tout genre. C'est ce qui a causé les affrontements qu'on a vécu ici ».

Les communautés d'accueil ont développé le sentiment d'une insécurité liée à la présence des enfants migrants dans ce contexte de criminalité transfrontalière. En effet, ces enfants sont perçus comme étant des complices de quelques groupements djihadistes situés dans ces pays

frontaliers. La montée de ce sentiment d’insécurité liée à la présence des enfants migrants gagne du terrain dans les localités de la région de Korhogo au nord de la Côte d’Ivoire. C’est dans cette optique que le Président des jeunes de Komborodougou affirme :

« Les parents ont raison de penser que le phénomène des enfants migrants saisonniers est devenu un danger pour nous, car les djihadistes passent par les enfants pour avoir les renseignements sur nos localités et en plus ils volent nos motos pour les revendre à ces terroristes à la frontière »

Tableau V : répartition des cibles selon les motifs de conflits intercommunautaires

Cible primaire	Total						
	Soupçon de collaboration avec groupements djihadistes		Vols des motos		Vols et agressions physiques		Total
	N	%	N	%	N	%	
Enfants de 12 à 17 ans migrants maliens	15	30%	30	60%	5	10%	50
Total	15	30%	30	60%	5	10%	50

Source : données de notre enquête, 2023

La menace de conflits intercommunautaires prend de l’ampleur dans la zone septentrionale du pays. Face à ce défi sécuritaire qui vient s’arrimer à la lutte contre le travail des enfants dans les plantations agricoles, il est impérieux d’explorer plusieurs pistes de résolutions.

2.2 Discussion

La migration transfrontalière des enfants maliens vers les plantations d’anacarde des localités de la région de Korhogo au nord de la Côte d’Ivoire est un phénomène qui prend de l’ampleur en se complexifiant. Les résultats indiquent que la présence des enfants migrants au niveau des différentes localités étudiées est devenue une source d’insécurité pour les communautés d’accueil. Les principaux motifs évoqués comme sources des conflits intercommunautaires survenus ces derniers temps sont les soupçons de collaboration avec des groupements djihadistes, les vols de motos ainsi que les vols et agressions physiques.

Comme le signifie S. Adaman (2016, p9), à la maltraitance physique des enfants qui travaillent dans les plantations d'anacarde, s'ajoute la question sécuritaire qui s'explique par le fait que ces enfants ne sont plus perçus comme des victimes d'un phénomène, mais des sources d'insécurité. Dans cette perspective, l'implication des enfants migrants dans des conflits intercommunautaires donne une autre connotation à ce phénomène du travail des enfants dans les plantations d'anacarde. En effet, ces enfants migrants eux-mêmes ne se sentent plus en sécurité au sein des communautés d'accueil d'autant que les rapports sociaux ont été altérés au motif qu'ils seraient en collaboration avec des groupements terroristes. C'est dans cette optique que M. Jacquemin (2019, p19) indique que la vulnérabilité des migrants juvéniles ne se situe pas seulement au niveau de leur maltraitance, mais elle tient compte de leur sécurité physique qui de plus en plus constitue une menace réelle pour eux.

Le secteur de l'agriculture qui offre beaucoup d'opportunités d'emplois pour les enfants migrants est classé parmi les domaines d'activités où l'on enregistre des dangers pour la santé physique, morale et le bien-être de ceux-ci. Toutefois, ce secteur de l'agriculture qui attire les enfants migrants s'étend de nos jours aux activités agricoles urbaines et périurbaines. À ce niveau également, la présence des enfants migrants est assimilée à l'insécurité pour les riverains d'autant qu'ils sont accusés de vols à main armée et association de malfaiteurs. Ce qui fait dire à M. Diabaté (2023, p.26) que l'emploi des enfants migrants dans l'agriculture périurbaine ces dernières années dans nos villes pose un problème sécuritaire face à cette masse d'enfants incontrôlables.

Face à la migration frontalière juvénile dans les plantations d'anacarde de certaines localités de la région de Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire, il est urgent d'attirer l'attention des pouvoirs publics afin d'intensifier la lutte contre ce phénomène qui a des implications inattendues. Dans cette perspective, il importe d'élaborer une stratégie de communication sociale et préventive en vue de sensibiliser les populations sur les conflits intercommunautaires impliquant ces enfants migrants.

3. Élaboration d'une campagne de communication axée sur le modèle de l'Eicdarm

Le modèle théorique de communication pour un changement de comportement dénommé EICDARM, est proposé par l'Institut de Recherche pour le Développement socioéconomique et de la Communication (IRESCO). Ce modèle théorique de communication de l'EICDARM est développé de la manière suivante : d'abord, la cible **entend** parler de la nouvelle attitude, elle en est **informée**, ensuite elle est **convaincue** que cela vaut le coup d'essayer. Au moment venu, la cible **décide** de ce qu'il faut faire si elle est convaincue. Enfin, celle-ci recherche une **reconfirmation** sur l'efficacité de son action et si tel est le cas, elle **maintient** l'attitude IRESCO (2015, p.15). L'objectif visé par le modèle théorique de l'EICDARM, est d'identifier les cibles susceptibles d'influencer les décisions des autres membres de la communauté. Une fois ces différents acteurs clés (leaders) identifiés, il s'agira de porter le message de sensibilisation à leur niveau afin d'obtenir leur adhésion.

De façon opérationnelle : la stratégie de communication axée sur le modèle théorique de l'EICDARM est développée comme suit :

1) Problème à résoudre : les enfants migrants maliens travaillant dans les plantations d'anacarde dans les localités de la région de Korhogo sont en conflit avec les communautés d'accueil qui évoque un problème d'insécurité lié à la présence de ces travailleurs agricoles saisonniers.

2) Objectif de communication : sensibiliser les communautés d'accueil et les enfants migrants sur les motifs de conflits intercommunautaires afin de préserver la cohésion sociale entre populations.

Pour cela, l'on aura recours aux différentes communautés en vue d'identifier les leaders communautaires ainsi que leaders des groupements de jeunes et de femmes. La cible principale est composée de : Les enfants des communautés d'accueil, les enfants migrants, les jeunes des communautés d'accueil. Quant à la cible secondaire, elle regroupe les chefs de canton, les chefs de village, les notables, les religieux, les présidents de groupements de jeunes, les présidentes de groupements de femmes, les responsables de radios communautaires, les responsables d'ONG...

3) Élaboration des messages : les messages de sensibilisation sont élaborés par un expert en communication en mettant un accent particulier sur la prévention des conflits intercommunautaires.

4) Plan de communication opérationnel : il consiste à identifier les actions de communication qui seront menées sur le terrain. Cela se décline en plan d'action à réaliser suivant les objectifs poursuivis.

4.1 Action : avec l'appui des agences du ministère de la famille et de l'enfant (MFE) installées dans les capitales régionales du pays, l'on a adressé des courriers sous forme de convocations individuelles à toutes les personnes identifiées comme cible primaire et secondaire, de la tenue d'une réunion qui aura lieu dans les locaux de la Mairie de Korhogo. L'objet, l'endroit et l'heure seront mentionnés sur les convocations. De ce fait, la cible entendra parler de l'objet de la réunion avant d'en être formellement informée.

4.2 Action : l'équipe composée des agents du MFE avec à sa tête un responsable du Conseil régional, organise la rencontre avec la cible primaire et secondaire en vue de l'en informer officiellement de l'intervention que l'état envisage de faire dans la région ainsi que les mesures d'accompagnement. Au cours de cette rencontre, le responsable du Conseil Régional profitera pour présenter à la cible primaire et secondaire les agents de sa structure ainsi que ceux du MFE qui effectueront régulièrement des visites à domicile auprès des enfants et jeunes de leur localité.

4.3 Action : les agents du Conseil Régional et ceux du MFE planifient de connivence avec les relais communautaires, des visites à domicile régulières en vue de porter le message de la sensibilisation. Cette approche a pour objectif de convaincre les chefs religieux, les présidentes de femmes, les présidents de jeunes, les chefs de ménages, les chefs de canton, les responsables des radios communautaires de la nécessité d'adhérer et de participer à la sensibilisation sur les motifs de conflits intercommunautaires. Cette cible secondaire se chargera de porter le message de sensibilisation au niveau des enfants, des enfants migrants et des jeunes dans l'ensemble.

4.4 Action : les relais communautaires ayant été sensibilisés et convaincus de la nécessité de l'intervention décident d'accompagner le processus en répercutant l'information et le message de sensibilisation au niveau des chefs de ménages ainsi que des populations à travers des réunions formelles. En tant que cibles secondaires, ils pourront influencer la décision des populations cibles à adhérer à l'idée de la cohésion sociale.

4.5 Action : les chefs de ménages et les populations cibles sont à leur tour convaincus de la nécessité de s'inscrire dans une posture de paix et de cohésion sociale. À cela, il faut ajouter l'influence exercée par les leaders communautaires sur les chefs de ménages ainsi que l'ensemble de la population pendant les réunions formelles. Ces approches de sensibilisation, combinées, visent à amener la cible à une reconfirmation de son adhésion et sa participation à la recherche de la paix et la cohésion sociale.

4.6 Action : le passage répété des visites à domicile réalisées par les agents du Conseil Régional et du MFE à des fréquences régulières a permis de maintenir l'opinion des chefs de ménages ainsi que des populations cibles sur l'adhésion au processus de sensibilisation. Les sensibilisations de proximité à travers les visites à domicile des chefs de ménages créent la confiance entre les parties prenantes. Cela est perçu par les populations cibles comme une marque de considération à leur endroit. Au demeurant, cette opinion exprime le maintien des attitudes favorables à la recherche de la paix et la cohésion sociale.

4.7 Action : pour mesurer l'impact réel des actions de communication sur les cibles, les responsables du MFE, trois mois après la réalisation des activités de communication, feront une évaluation de l'approche de la communication interpersonnelle utilisée (Visite à domicile, réunion formelle, etc.).

Pour ce qui est de l'évaluation des activités de communication, elle consiste à établir un questionnaire pour une enquête de terrain afin de recueillir les informations auprès des populations cibles. Il s'agit entre autres : le nombre de visites à domicile organisées, le nombre de réunions formelles organisées, le nombre de chefs de ménages visités, les besoins

exprimés par la cible, le nombre de ménages qui adhèrent à l'idée du processus de changement de comportement, etc.

Conclusion

La migration transfrontalière des enfants migrants dans les plantations ivoiriennes persiste malgré le ferme engagement de l'État à lutter contre ce phénomène. Du fait, des réseaux de trafics transfrontaliers, de nombreux enfants se retrouvent en dehors des frontières de leur pays d'origine pour servir de main-d'œuvre surtout agricole dans des pays voisins. Le secteur de l'agriculture avec l'émergence de cultures comme l'anacarde attire de plus en plus la main-d'œuvre infantile.

La rareté de la main-d'œuvre au niveau des plantations d'anacarde des localités de la région de Korhogo résulterait de la culture attelée à partir des bœufs tirés par les enfants. Cette activité dorénavant dévolue aux enfants du cercle familial crée le besoin en main-d'œuvre additionnelle pour des activités comme la cueillette et le ramassage des noix de cajou. D'où la nécessité pour les agriculteurs d'anacarde de recourir à la main-d'œuvre des enfants migrants.

La présence de ces enfants migrants dans certaines localités de la région de Korhogo est perçue depuis quelques temps comme une menace à la sécurité des communautés d'accueil. Les affrontements enregistrés ces derniers temps au niveau des localités de Guiémbé et Komborodougou opposant les enfants des communautés aux enfants migrants, ont créé un climat de méfiance en ce qui concerne les rapports sociaux.

Le contexte de criminalité transfrontalière conjugué à la fragilité observée au niveau des jeunes des localités d'accueil a créé un sentiment d'insécurité lié à la présence des enfants migrants soupçonnés de collaboration avec des groupements terroristes.

Le recours au modèle communicationnel de l'EICDARM pour un changement de comportement est une approche de solutions qui permettra de sensibiliser les populations sur les motifs de conflits intercommunautaires en vue de prévenir d'autres affrontements entre communautés.

Références bibliographiques

- ADAMAN Sinan, 2021 : « Impact socio-économique de la culture de l'anacarde dans la sous-préfecture d'Odiénné (Côte d'Ivoire) », *European, Scientific Journal*, N°32, Londres, pp. 12-28.
- ADRD, 2018 : *Le travail des enfants*, Paris, ADRD.
- CNS, 2021 : *Commission National de Surveillance du Travail des Enfants*, Abidjan, CNS.
- DIABATE Mohamed, 2023 : *Profil migratoire des travailleurs migrants dans les zones urbaines et périurbaines à Abidjan*, Abidjan, IOM.
- ENSETTE, 2018 : *Enquête nationale sur l'emploi et du travail des enfants*, Abidjan, ENSETTE.
- GOFFMAN Erving, 1988 : *Goffman et l'ordre de l'interaction*, Paris, Edition Minuits.
- IRESKO, 2015 : *Institut de recherche pour le développement socioéconomique et de la communication*, Yaoundé, IRESKO.
- JACQUEMIN Melanie, 2019 : « Migrations juvéniles féminines de travail en Côte d'Ivoire », *Journals openedition africanistes*, N°8, New York, pp. 21-46.
- KOUAME Abou, 2021 : « Perceptions sociales et persistance de l'emploi des enfants dans les espaces agricoles du département de Korhogo (Côte d'Ivoire) », *International Journal of Latest Research in humanities and social science*, N°4, pp. 9-149.
- OIT, 2016 : *Analyse des actions de communication sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*, Genève, IPEC.
- OIT, 2018 : *Etude de base sur le travail des enfants dans la culture du cacao dans les départements de Bouaflé, Mbatto Daoukro, Issia et Soubré*, Abidjan, IPEC.